



## FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,  
Insertion

Section départementale du Tarn

### Motion présentée lors du CTSD du 04/02/22

Comme l'année dernière, et toujours en période de pandémie, le Tarn a une dotation nulle pour la rentrée 2022. 0 postes pour dédoubler les GS en REP, améliorer les décharges de direction et limiter à 24 élèves par classes en GS, CP et CE1. Avec les 12 ouvertures (en réalité 7 car 5 sont des ouvertures pour dédoubler les GS en REP) et les 21 fermetures que vous nous proposez, c'est en réalité une dotation négative de 9 (voire 14 ) postes que nous avons pour la rentrée prochaine.

Le Ministre Blanquer, qui semble-t-il préfère se dorer la pilule à Ibiza, n'entend toujours pas améliorer la situation d'une École en mode plus que dégradée depuis deux ans avant de céder sa place.

Allons-y ! L'École, comme la plupart des services publics est exsangue après 2 ans de pandémie, mais allons-y, continuons avec le logiciel néolibéral à fermer des classes, à fermer des lits dans les hôpitaux, à réorganiser des services pour diminuer le nombre de postes.

Vous nous rétorquerez que la situation n'est pas si catastrophique et que les seuils, que vous avez fixés, sont respectés. Rappelons-les ces seuils ! 28 élèves par classe et même 31 en maternelle quelques soient les configurations des écoles. Et par dessus le marché, on ne comptabilise pas les élèves d'ULIS, les tout petits, les élèves d'ITEP inclus dans les classes, les enfants du voyage qui arrivent chaque année en cours d'année scolaire... Qu'est-ce qui justifie ces exclusions ? Pourquoi ne comptabilise-t-on pas ces enfants ? Y a-t-il une taille minimale à atteindre pour être considéré comme « élève » ? Être porteur.se de handicap justifie-t-il d'être exclu.e ? Le mode de vie des familles explique-t-il de ne pas être comptabilisé.e ? Nous ne sommes pas loin de pouvoir parler de discrimination.

Les seuils de carte scolaire que vous avez choisi ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens bien insuffisants votés au budget de l'État. La FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés et réclame que l'on comptabilise TOUS les enfants.

Dans cette instance, nous voterons évidemment contre toutes les fermetures, car une fermeture désorganise toute une école en mettant les élèves et les enseignant.es dans des conditions de travail et d'apprentissage plus difficiles, car cela fait deux ans que nos élèves ne bénéficient pas d'un enseignement complet pour cause de pandémie. Pour la FSU, il est impensable de fermer des classes dans les écoles où les situations d'apprentissages de nos

élèves sont bonnes au prétexte qu'il faut en ouvrir là où ces conditions sont dégradées. Ce sont de réels moyens humains dont le système éducatif a besoin. Les conditions de travail des PE et d'apprentissages de nos élèves sont idéales dans les écoles que vous avez ciblées à la fermeture... Pour la FSU, il est impératif de rompre avec ces politiques socialement injustes qui continuent de creuser les inégalités dans notre pays.

Une fois de plus, nous comprenons mal comment il sera possible de limiter les effectifs à 24 en GS, CP et CE1 en fermant 21 postes et en n'en ouvrant que 7. Cette limitation se fera donc forcément au détriment des autres niveaux, comme nous avons pu l'observer pour les dédoublements en REP.

Depuis plusieurs années, la FSU s'inquiète de la situation des ULIS école dans le Tarn dont, rappelons-le, les élèves ne sont toujours pas comptabilisés malgré nos incessantes demandes. En effet, dès la rentrée prochaine, les effectifs seront déjà surchargés dans bon nombre des dispositifs du département :

- 6 ULIS avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 11 élèves
- 3 ULIS avec 10 élèves
- 9 ULIS avec moins de 10 élèves pour le moment.

Malgré l'ouverture d'une ULIS-école à Lavaur à la rentrée 2021, les secteurs d'Albi (8 places), de Lavaur-Graulhet (6 places) et de Castres (7 places) seront, selon vos documents, déjà chargés dès la rentrée.

Par ailleurs, et comme la FSU vous l'a signalé lors des instances de carte scolaire de l'année dernière, aucune solution n'est offerte pour les enfants du secteur Alban/Lacaune qui doivent se rendre sur Castres ou Albi. Il est nécessaire d'ouvrir une ULIS-école sur le secteur.

Les ATSEM, personnels si indispensables dans les écoles maternelles souffrent de plus en plus de leurs conditions de travail. Dans la communauté de communes de Gaillac-Graulhet, elles et ils ne sont plus remplacé.es, sauf, dans certains cas, par un.e collègue d'une autre classe ; à Albi, elles et ils ne sont plus remplacé.es les premiers jours d'absence... La FSU rappelle que ces personnels sont indispensables dans les classes de maternelles et ces dernières ne peuvent fonctionner correctement sans elles et eux. En ne les remplaçant pas, ce sont les élèves de ces classes de maternelles que l'on met en insécurité.

Après deux ans de mise en place des PIAL, force est de constater que ceux-ci sont massivement rejetés par les premières concerné.es. Les AESH souffrent de ces dispositifs en étant baladé.es sans cesse d'un enfant à un autre et en ayant souvent le sentiment de mal faire leur travail en ne faisant que du « saupoudrage ».

Si l'on se réfère à la nomenclature de l'INSEE en terme de risques psychosociaux, il s'agit bien là de conflit de valeur et de souffrance éthique, risque qui pourrait être prévenu s'il n'était pas pratiqué pas une inclusion low cost au détriment des personnels et des enfants.

L'Éducation Nationale se devrait aussi de prévenir également le risque appelé « exigence émotionnelles » dû aux violences verbales et physiques subies par les enseignants et les AESH. Il faudrait aussi assurer également un climat d'apprentissage serein pour l'ensemble des élèves. Au lieu de cela, l'Éducation Nationale se contente de voir partir les AESH les uns

après les autres, et détériore consciemment les conditions de travail des personnels ainsi que les conditions d'apprentissages de tous les élèves, ceux en situation de handicap comme les autres.

Les parents des élèves concernés ne comprennent pas non plus pourquoi leurs enfants disposent de moins d'heures de suivi que précédemment alors que le handicap de leur enfant n'a pas forcément évolué et que les besoins restent les mêmes.

La FSU réclame l'abandon des PIAL, le retour au suivi individuel des élèves porteurs de handicap, la reconnaissance des personnels AESH par un vrai statut de fonctionnaire titulaire avec un salaire permettant de vivre dignement (qui peut vivre correctement avec 700€ par mois ?).

La lutte contre les inégalités scolaires, qui sont liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des GS, CP et CE1 à 12.

Dans le Tarn, de nombreuses écoles sont exclues de l'éducation prioritaire alors qu'elles sont situées dans des quartiers définis prioritaires par l'État :

- les écoles des villes d'Albi et de Castres qui ne font plus partie des zones d'éducation prioritaire depuis la rentrée 2015 ;

- 4 écoles de Carmaux (JBC et Jean-Jaurès, élémentaire et maternelle)

- 3 écoles de Gaillac (Catalanis, La Clavelle et Lentajou)

Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE).

Nous vous demandons, comme à chaque instances de carte scolaire, Madame la DASEN d'insister d'urgence auprès du Ministère de l'Éducation Nationale afin d'obtenir le classement pour la rentrée 2022 en REP ou REP + des écoles oubliés en 2015 alors qu'elles relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

Les enseignant.es et AESH exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires.

Pour la FSU, des conditions décentes de travail pour les PE et AESH et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant.es absent.es soient remplacé.es dans leur classe, que les directeurs.trices bénéficient de plus de temps et d'aide pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignant.es puissent partir massivement en formation continue choisie et non imposée, que les élèves en difficultés puissent être accompagné.es par les enseignant.es des RASED, que les élèves en situation de handicap soient accompagnés par des personnels AESH reconnu.es, en nombre suffisant, fonctionnaires titulaires et avec un salaire décent.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a dédoublé les GS-CP-CE1 en REP et REP+ et annoncé la limitation des effectifs à 24 maximum en GS, CP et CE1 dans toutes les écoles. Des dizaines de milliers classes devraient être concernées.

C'est une annonce bienvenue puisque la France reste loin derrière les pays comparables de l'OCDE en ce domaine (comme pour les salaires soit dit en passant).

Reste que malgré une légère baisse des effectifs dans les années qui viennent, ces mesures ont un coût budgétaire, autour de 5000 postes supplémentaires. Soit des enseignantes et enseignants

à recruter et à former. Les dotations nulles pour le 1<sup>er</sup> degré ne suffiront évidemment pas à assumer les mesures annoncées à grand renforts médiatiques par le ministre Blanquer. Comme chaque année depuis l'arrivée de Blanquer, c'est en déshabillant Pierre qu'on habillera Paul. Ce n'est pas acceptable ! De plus, c'est bien dans toutes les classes, qu'il faut réduire les effectifs !

Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, et cela semble logique pour n'importe qui de sensé.e, la taille des classes a une influence sur les conditions de travail des enseignant.es et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations, le suivi de chaque élève etc...

Pour redonner espoir aux familles, élèves et personnels de l'Éducation Nationale de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, c'est 89 classes dans le département qu'il faut ouvrir. (Annexe)

**Les moyens nécessaires à une vraie École de la confiance dans le Tarn, nous les avons chiffrés :**

- **89 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;
- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- **30 postes de remplaçant.es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignant.es total du département ;
- **40 postes de remplaceant.es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et hors pandémie, d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé.es ;
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de 6 à 9 classes, quart de décharge de 2 à 5 classes et demi-journée de décharge pour les classes uniques) ;
- **50 postes** comme 1<sup>ère</sup> étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version FSU**, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

**Pour une réelle École de la Confiance,  
la FSU Tarn demande  
la création de 372 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'Éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.